

Arrêté n° 50/MME/DE/ENR du 20 mai 2005, portant création, organisation et financement du projet d'appui à la mise en place du système d'information énergétiques du Niger ou SIE Niger.

Le ministre des mines et de l'énergie

Vu la Constitution du 09 août 1999 ;

Vu l'Entente de coopération entre la République du Niger et l'Agence intergouvernementale de la Francophonie du 02 mars 2005 relative à l'appui à la mise en place du Système d'informations énergétiques (SIE-Niger) ;

Vu le décret n° 2000-212/PRN/MME du 10 juillet 2000, portant organisation du ministère des mines et de l'énergie ;

Vu le décret n° 2001-260/PRN/MME du 03 décembre 2001, déterminant les attributions du ministre des mines et de l'énergie ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 28/MME/DE/ENR du 13 avril 2000, portant attributions et organisation de la direction de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables ;

Sur proposition du directeur de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelable.

Arrête :

Article premier – Il est créé au sein du ministère des mines et de l'énergie, un projet d'appui institutionnel dénommé « projet d'appui à la mise en place du Système d'informations énergétiques du Niger ou projet SIE-Niger ».

Art. 2 – Les objectifs du SIE-Niger sont les suivants :

1) Objectif global :

. Mettre en place au plus tard en 2008, le SIE-Niger, structure fonctionnelle, pérenne et efficace d'aide à la décision dans le domaine énergétique et constituer une équipe nationale qui maîtrise, en totale autonomie, toutes les facettes de la problématique du SIE.

. Permettre au Niger, à long terme, d'élaborer et de mettre en œuvre une politique nationale énergétique structurée et cohérente, articulée autour de priorités clairement identifiées.

2) Objectifs spécifiques :

. Réviser les bilans énergétiques des années 1990, 1995, 1997, 2000 dès le premier trimestre de l'année 2005 ;

. Réaliser les bilans énergétiques des années :

* 2001, 2002, 2003 et 2004 en 2005 ;

* 2005 en 2006 ;

* 2006 en 2007.

. Développer des indicateurs énergétiques permettant le suivi des priorités des politiques énergétiques ;

. Elaborer une première analyse prospective sur des priorités de politique énergétique nationale.

Art. 3 – La mise en œuvre du projet sera assurée par l'équipe nationale mise en place par le ministre des mines et de l'énergie.

Art. 4 – L'équipe nationale est composée d'un coordonnateur et de six (6) membres aura pour tâche de :

. Veiller au respect des clauses de l'entente de coopération précitée ;

. mettre en œuvre toutes les actions permettant la réalisation des objectifs cités à l'article 2 ;

. élaborer et exécuter le plan de travail ;

. évaluer l'exécution du plan de travail ;

. communiquer et diffuser les résultats obtenus.

Art. 5 – Le coordonnateur national est nommé par arrêté du ministre des mines et de l'énergie.

Art. 6 – Les membres de l'équipe nationale sont nommés par note de service du ministre des mines et de l'énergie.

Art. 7 – Une fois que l'équipe nationale est constituée et formée, les personnes qui la composent, acteurs clés du SIE, restent, sauf cas de force majeure, les mêmes jusqu'à la fin de projet ; au-delà, elles participeront à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique énergétique nationale.

Art. 8 – L'équipe nationale peut créer en son sein des groupes de travail pour l'accomplissement de sa mission.

Elle peut aussi faire appel à toute personne physique ou morale dont elle juge les compétences utiles à l'accomplissement de sa mission.

Art. 9 – Une contrepartie destinée à l'achat des équipements et au fonctionnement est attendue du Niger.

Art. 10 – Le coordonnateur et les membres de l'équipe nationale bénéficieront de primes telles que prévues par l'entente de coopération.

Art. 11 – Le secrétaire général du ministère des mines et de l'énergie et le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Mohamed Abdoulaoui.